

"LES NOUVEAUX CONQUISTADORS" : LES MULTINATIONALES EUROPÉENNES EN AMÉRIQUE LATINE ET LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES

Le 23 novembre dernier France Amérique Latine Isère (FAL 38) et le CIIP organisaient une Projection-débat en présence de Braulio Moro (économiste mexicain et membre du Bureau national de FAL) sur le thème des Multinationales européennes en Amérique latine. La soirée, dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale, s'articulait autour du documentaire : "Le second débarquement. Multinationales espagnoles en Amérique latine", réalisé par l'Observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL-Madrid) : www.omal.info. L'idée de cette activité publique était de revenir également sur le sommet des Peuples de Madrid (Mai 2010) qui a condamné l'Union Européenne pour sa complicité dans les crimes sociaux et écologiques de transnationales.

La crise économique mondiale est loin d'être résolue et les plans de sauvetage ont conduit à défendre les intérêts du grand capital, comme le démontrent les récentes mesures d'ajustement structurels exigées à la Grèce par l'Union Européenne (UE) et les annonces faites par l'Espagne et le Portugal. L'Histoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) prouve l'impact dévastateur de ces politiques de réduction des dépenses publiques,

de privatisations et de dérégulation économique" : voici l'un des constats du dernier Sommet des peuples, constat repris par la déclaration finale de cette importante rencontre des mouvements sociaux latino-américains et européens. Comme acteur de ce réseau bi-régional, FAL (avec une délégation nationale composée d'une vingtaine de personnes) était partie prenante de cette rencontre et souhaite continuer à développer cette campagne localement à Grenoble, avec tous les collectifs militants (dont le CIIP) et citoyens intéressés. Le réseau bi-régional Europe/ALC "Enlazando alternativas" (Tissons des alternatives,) a été créé à la suite du forum social européen de Paris en 2003 afin de résister à l'avancée du néolibéralisme dans ces parties du monde et de contribuer à construire un système dans lequel les droits économiques, politiques, sociaux, culturels et environnementaux des peuples soient une priorité face aux diktats du capital. Ce réseau organise tous les 2 ans un contre-sommet en marge du sommet officiel des Chefs d'État et de gouvernement d'Europe et d'ALC, dénonçant ainsi la véritable recolonisation que représentent les accords commerciaux entre ces régions et la complicité des institutions de l'UE dans la destruction des conditions de vie, des droits sociaux et environnementaux des peuples d' ALC. Enlazando

Alternativas met également en avant la dette historique que doit assumer l'UE envers les peuples d'ALC, en particulier les peuples originaires et les anciennes colonies.



Du 14 au 18 mai, environ 2500 militantes et militants associatifs, altermondialistes, écologistes, politiques et syndicaux, représentant 150 organisations, venus d'Europe et d'Amérique latine/ Caraïbe se sont rencontrés dans le cadre du sommet

pour échanger et construire des convergences d'action. Au cours de ces 4 jours plus de 80 ateliers autogérés se sont réunis à l'Université Complutense de Madrid et ont débattu du rôle des multinationales européennes en ALC, des négociations autour des accords d'association et des traités de libre commerce ente l'UE et l'ALC et des responsabilités historiques, sociales, financières, culturelles, écologiques des gouvernements européens. Ces ateliers ont également débouché sur la dénonciation de la militarisation du continent et de la politique de migration de l'Europe forteresse. Ils ont permis de construire des convergences sur la défense des droits humains, la recherche d'alternatives économiques au néolibéralisme, la défense des services publics, la lutte pour la souveraineté populaire.

Le point fort de Madrid a certainement été la réunion du "Tribunal Permanent des Peuples" (TPP), lointain héritier du Tribunal Russel des années 60. Ce tribunal d'opinion a permis de montrer, en s'appuyant sur des cas concrets, combien les traités de libre commerce signés avec l'Europe ont des conséquences dramatiques en ALC : pillage des ressources naturelles, déplacements forcés, dévastation de la biodiversité, exploitation de la main d'œuvre locale, ruine des petits paysans, atteinte aux droits des peuples.

"LES NOUVEAUX CONQUISTADORS"

... / ...



27 accusations de crimes contre l'humanité perpétrés par des multinationales européennes avec la complicité des institutions européennes ont été examinées et symboliquement jugées par ce tribunal, composé de personnalités du monde militant et associatif européen et latino américain. Voici quelques exemples des entreprises dénoncées auprès du TPP : Pescanova, Aguas de Barcelona, Telefónica, Santander, Unión Fenosa, Repsol, Continental, Bayer BP, Nestlé, Shell, Perenco... Mais des multinationales françaises, telles Veolia, GDF ou encore Louis Dreyfus, l'une des principales transnationales sucrières au monde, accusée (au Brésil et en Colombie notamment), de complicité de travail servile, pollution de masse, appropriation illégale de terres arables, déplacement de population paysanne... Le tribunal a également montré que la réglementation douanière de l'UE favorise les grandes entreprises pharmaceutiques et empêche, en violation des normes internationales, la circulation des médicaments génériques produits en Inde et au Brésil, privant ainsi des populations entières d'accès à la santé. Si les sentences n'ont pas de portée institutionnelle, elles s'appuient cependant sur un cadre juridique précis et permettent de donner de la visibilité à des situations dramatiques dont sont responsables les multinationales européennes. Le tribunal affirme dans son document final qu'il est "possible d'identifier une étroite relation entre les politiques publiques de l'UE et les intérêts des entreprises transnationales dans des secteurs stratégiques".

Lors du débat à Grenoble, Braulio Moro a développé ces différents points et la nécessité d'actions communes à mener a été évoquée par les 70 participants qui étaient présents à la Maison des associations. Il est clair que nous avons, dans un premier temps, un travail de diffusion d'information et de d'éducation populaire à faire sur ce thème, face au blocus des grands médias qui le plus souvent travaillent pour ces multinationales que nous dénonçons... Le réseau bi-régional doit aussi continuer à se renforcer puisque l'objectif est de globaliser les luttes et les solidarités des deux côtés de l'Atlantique et dans les deux sens. Enfin, une mobilisation commune est en train d'apparaître à l'échelle des membres européens du réseau pour mener une grande campagne de dénonciation du rôle des labos pharmaceutiques dans l'arraisonnement et la destruction de médicaments génériques à destination de l'Amérique latine, ceci au nom de "la protection de la propriété intellectuelle" ! Aucun doute, après le sommet des peuples de Madrid : la mobilisation doit continuer !

Franck Gaudichaud,
membre de FAL 38 (assofal38@gmail.com)

* Cet article se base notamment sur le Dossier « Sommet des peuples », de France Amérique Latine magazine (FALmag N° 101, 2° trimestre 2010) : www.franceameriquelatine.org



Braulio Moro à Grenoble, le 23 novembre